



L'exécutif de la CSD : François Vaudreuil, président, Serge Tremblay, trésorier, Robert Légaré, secrétaire, et Claude Faucher, vice-président.

Aux politiques néo-libérales du gouvernement Charest

La CSD répond par la mobilisation des solidarités

par Jacqueline de Bruycker
Photos : Sylvain Roy

Au cours des derniers mois, le gouvernement Charest a ouvert les hostilités sur tous les fronts, pour satisfaire à sa vision comptable et se plier aux diktats du patronat, s'appuyant sur une prétendue légitimité électorale, qu'il s'agisse des projets de loi :

- ✓ 7 et 8, qui empêchent la syndicalisation des personnes qui, dans leur maison, hébergent et prennent soin d'adultes avec handicaps multiples ainsi que celles qui ont un service de garde d'enfants en milieu familial,
- ✓ 25 et 30 sur la réorganisation du réseau de la Santé et des Services sociaux par la fusion d'établissements, la reconfiguration des unités de négociation et l'établissement d'un nouveau régime de négociation,
- ✓ 31 qui dilue la portée de l'article 45 du Code du travail et ouvre la porte toute grande à une dégradation marquée des conditions de travail de nombreux travailleurs, en facilitant aux employeurs le recours à la sous-traitance sans obligation pour le sous-traitant de reconnaître l'accréditation syndicale et de maintenir les conditions de travail existantes pour les salariés visés.

Ces attaques à boulets rouges contre les droits des travailleurs vont à l'encontre même des principes pour lesquels la **Centrale des syndicats démocratiques (CSD)** se bat depuis sa fondation, Au nom même de ces principes, qui sont la démocratie, la justice sociale, l'équité, la liberté, le droit à la dignité et au respect, la centrale a, dès la mi-novembre, lancé parmi ses syndicats affiliés un appel à la mobilisation générale, lors de rencontres régionales.

Aux lendemains du dépôt du projet de loi 31, le 13 novembre dernier, la riposte syndicale s'est organisée. L'offensive a été lancée le 26 novembre lors d'une première manifestation intersyndicale dénonçant les politiques du gouvernement Charest. Par après, d'autres manifestations se sont tenues pendant que les actions se multipliaient dans les différents milieux de travail. Le 17 décembre, le gouvernement utilisant la loi du bâillon adoptait à toute vapeur les projets de loi controversés. Mais ce n'est pas pour autant que les centrales syndicales sont rentrées dans le rang, courbant l'échine. Au contraire...

« Jamais dans l'histoire moderne du Québec, un gouvernement ne s'est attaqué de façon aussi virulente aux droits des travailleuses et des travailleurs. »

Jamais un gouvernement n'a manifesté autant d'arrogance, de mépris à l'égard de la population.

Jamais un gouvernement n'a démontré autant d'insensibilité aux centaines de milliers de personnes qui lui ont lancé un cri du cœur pour que cesse le pillage des droits que ce gouvernement a entrepris. »

François Vaudreuil, président de la CSD